# Sauver le lieutenant Mueller

## Comment un héros de guerre du Vietnam décoré est devenu le chef d'une unité terroriste politique

#Trump #RobertMueller #Corruption

Beaucoup connaissent le film 'Sauver le soldat Ryan', mettant en vedette Tom Hanks en tant que sergent d'une unité de soldats américains au moment du débarquement allié en Normandie, et à qui il est ordonné de retrouver le dernier fils survivant de la famille Ryan afin de le ramener aux États-Unis. Le film fait référence à des événements réels. Près de 80 ans plus tard, on se souvient presque d'une telle opération de sauvetage militaire dirigée par les plus hautes instances décisionnelles américaines, lorsque des sénateurs américains, en avril 2018, présentèrent soudainement et apparemment de nulle part un projet de loi à la Le Congrès américain qui a l'intention de protéger le soi-disant "conseiller spécial", Robert Mueller, après une activité de 18 mois débutant en mai 2017.

On pourrait presque s'attendre à ce que, peut-être, comme dans le film hollywoodien susmentionné, les frères de Robert Mueller étaient tous morts subitement et qu'il importait maintenant de ramener Robert dans la famille Mueller. Mais ce n'est bien sûr pas le cas. Bien que l'on puisse avoir l'impression que depuis l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis en novembre 2016, une guerre civile politique avait éclaté aux États-Unis, la seconde guerre mondiale est finie depuis longtemps. Pourquoi donc, après plus d'un an, lorsque le soi-disant "conseiller spécial", Robert Mueller, a été chargé d'enquêter sur les liens présumés de la campagne de Donald Trump avec la Russie, soudain une suggestion juridique de haut niveau, et qui devrait déclencher toutes les sirènes d'alarme chaque observateur politique mi-impartial.

Eh bien, c'est peut-être aussi à cause de la personne de Robert Mueller lui-même. Le vétéran hautement décoré du Vietnam a apparemment passé par un livre d'images américain vitae d'après-guerre. Mais sa carrière comporte des aspects obscurs, ce qui pourrait également expliquer le projet de loi de haut niveau du Congrès en tant que garde du corps personnel et législatif de Robert Mueller et de tout futur conseiller spécial à venir.

Les événements entourant Robert Mueller ont commencé à devenir intéressants au moment de la guerre au Vietnam dirigée par les États-Unis. Le 11 décembre 1968, l'unité H («Hôtel») du 2e Bataillon du 4ème Régiment des US-Marines se vit ordonner,

Robert Mueller (1967)

dans la zone démilitarisée du Vietnam, de reprendre la colline dite de «la Crête de la Mère» après La région avait été bombardée dans les jours précédents par des hélicoptères et des avions américains.

Le chef de l'unité - le lieutenant Robert Swan Mueller III, alors âgé de 24 ans. - qui était arrivé au Vietnam il y a environ un mois à peine, a pu entendre les coups de feu de leur colline dans une vallée voisine, recouverte de jungle, et est immédiatement parti avec ses soldats. Quand le groupe est arrivé, ils ont trouvé une autre unité du célèbre bataillon 2/4 des US-Marines, qui avait gagné le surnom de "Magnificent Bastards" pendant la Seconde Guerre mondiale, sous le feu nourri avec beaucoup de blessés et de morts. C'est à cause des ordres, des directions et du dévouement altruiste de Robert Mueller que deux soldats blessés ont été sauvés et que la colline pourrait enfin être prise. Mueller a reçu le «Bronze Star», plus tard aussi le «Purple Heart», deux des plus hautes distinctions de l'armée américaine.

Après s'être blessé à la cuisse au cours d'une autre bataille, Mueller reçut l'ordre, en 1969, de travailler à un bureau à Vriginia. Là-bas, le héros vietnamien a décidé de commencer ses études en droit à la faculté de droit de l'Université de Virginie et, une fois son diplôme en poche, a entamé sa carrière dans le système judiciaire américain, commençant en Californie et se dirigeant bientôt vers la côte est.

Pendant la plus grande partie des années 1980, Robert Mueller a travaillé comme procureur dans le Massachusetts, d'abord à la tête d'une unité de poursuites spéciale, puis comme procureur adjoint aux États-Unis, et de 1986 à 1987 comme procureur des États-Unis à Boston.

## Le scandale James 'Whitey' Bulger

À cette époque, une affaire conséquente autour du chef de la pègre de Boston, James 'Whitey' Bulger, était en pleine vigueur.

Bulger a conclu de multiples accords avec des responsables du FBI à Boston, lui garantissant une impunité en échange d'informations privilégiées sur les groupes mafieux ennemis de Bulger. Bulger a abusé de son impunité et a fait disparaître ses ennemis au travers de multiples meurtres brutaux, s'imposant ainsi comme le chef de la mafia incontestable pour toutes les activités criminelles à Boston et ailleurs. Les circonstances entourant James 'Whitey' Bulger ont été décrites dans le long métrage

américain 'Black Mass', entre autres.

Après l'assassinat de Teddy Deegan en 1965, le FBI a joué un rôle déterminant dans le renvoi de six hommes, dont Peter Limone, Henry Tameleo, Joe Salvati et Louis Greco. Salvati a été emprisonné à vie sans possibilité de libération conditionnelle, les autres condamnés à mort. Plus de trente ans plus tard, en 2001, une cour supérieure exonéra Salvati de toute implication dans le crime et ordonna également à Limone d'être libéré de prison. Deux des six personnes initialement inculpées à tort étaient déjà décédées en prison et Limone et Salvati ont été indemnisées à hauteur de 100 millions de dollars US.

Déjà au début des années 1980, Mike Albano, membre de la Commission des libérations conditionnelles du Massachusetts et futur maire de Springfield, avait un oeil sur les quatre condamnés à tort. Quand il a commencé à annuler les condamnations, deux agents du FBI de Boston, John Connolly, et John Morris ont rendu visite à Mike Albano et lui ont dit que ce n'était pas une bonne idée. John Connolly s'est avéré plus tard être le contact corrompu du chef de la mafia Whitey Bulger, et John Morris, le chef du FBI corrompu de John Connolly, un homme corrompu du FBI, ont ensuite été récompensés par un emprisonnement et/ou des amendes pour avoir «manipulé» Whitey Bulger.

Après que Mike Albano soit devenu maire de Springfield, le FBI a régulièrement marché sur ses pieds et a ouvert une vaste enquête sur son administration pour corruption présumée. Le FBI a chassé plusieurs individus de l'environnement d'Albano.

Fait intéressant, Robert Mueller est également devenu actif contre Albano. En tant que procureur en chef à Boston dans les années 1980, il avait envoyé de nombreuses lettres à la Commission des libérations conditionnelles du Massachusetts afin d'empêcher une réhabilitation précoce des quatre personnes dans l'affaire Teddy Deegan condamnée à tort.

James 'Whitey' Bulger se cachait longtemps après la découverte du scandale du FBI. Il a finalement été retrouvé et arrêté en Californie en 2011 et condamné à la prison à vie en 2013.

L'histoire ne s'arrête pas là, cependant. Le 30 octobre 2018, James 'Whitey' Bulger a été battu à mort quelques heures après son arrivée à la prison de Hazelton en Virginie-Occidentale et est décédé peu de temps après.

On ignore pourquoi Bulger a été transféré de sa prison de Floride, où il résidait depuis 2014, dans la prison située à proximité du Maryland. Selon certaines rumeurs, cet homme de 89 ans aurait eu des problèmes de santé ou des problèmes de discipline. La prison de Hazelton n'est pas une prison connue

pour ses environnements de santé spéciaux. Au contraire, une semaine avant le meurtre de Bulger, Eleanor Holmes Norton (D), membre du Congrès américain représentant Washington DC, mentionne avec suspicion la prison de Virginie occidentale dans une plainte déposée auprès du département américain de Justice. Elle a notamment déclaré que deux détenus avaient déjà été tués au cours des 12 derniers mois à Hazelton.

Il n'est pas impossible que les suites de l'affaire Whitey Bulger aient également affecté le curriculum vitae de Robert Mueller, comme cela a été le cas pour de nombreux employés du FBI et du MJ dans le Massachusetts et ses environs à la fin des années 1980: il entra au cabinet d'avocats Hill & Barlow en 1988. et décide de ne quitter que l'année suivante, en 1989.

## Hill & Barlow

Le cabinet d'avocats de Boston, fondé en 1895, a toujours été une halte populaire pour les juristes talentueux dans leurs projets de carrière politique, par exemple. pour l'ancien gouverneur du Massachusetts, Endicott Peabody, Michael Dukakis et William Weld. Michael Greco, président de l'Association du barreau américain, figure également parmi la liste des anciens employés.

Le cabinet a été dissous en 2002, un peu plus d'un an après 9/11 et treize ans après le départ de Robert Mueller, quand un bon tiers des avocats de l'entreprise, la plupart d'entre eux du département de l'immobilier, ont été embauchés par un autre cabinet d'avocat. Les avocats battants se plaignaient à l'époque que Hill & Barlow avait "manqué le temps pour une restructuration nécessaire", la plupart des autres employés ont été informés au cours de Noël 2002 et ont été "perplexe" sur la fermeture de l'entreprise:

> [Richard Renehan] pensait que Hill & Barlow referait ses portes. «Je n'ai jamais envisagé qu'il viendrait à cela», dit-il. Le 7 décembre, Renehan et d'autres membres de l'entreprise se sont réunis pour assister à ce qu'ils attendaient d'être une retraite toute la journée pour discuter de l'avenir de l'entreprise et une restructuration récente. Au lieu de cela, il a été «aveuglement» par l'annonce de l'exode planifié du groupe immobilier. «Je m'attendais à une discussion ouverte sur les mesures à prendre au sujet de la réorganisation», a-t-il déclaré. «Je pense que les gens ont été crestfallen, triste, perplexe. Beaucoup d'employés de longue date ont eu les nouvelles pendant la saison de Noël et ont été anéantis.»

Il est intéressant de noter que le fondateur Arthur Hill a défendu deux anarchistes italiens, Sacco et Vanzetti dans les années 1920, tous deux exécutés sur une chaise électrique en 1927 pour meurtre - et lors des nombreuses protestations mondiales contre leur exécution. L'ex-avocat Michael Dukakis, de Hill & Barlow, a partiellement réhabilité les deux hommes lors de son premier mandat de gouverneur, lorsqu'il a réduit leur condamnation en 1977, passant de vingt-et-un meurtres au premier degré à vingt-trois meurtres au deuxième degré.

En 1989, Mueller quitte Hill & Barlow et est appelé pour aider l'avocat américain Dick Thornburgh en tant qu'avocat assistant. Il participe aux enquêtes et aux poursuites pénales engagées contre le président panaméen Manuel Noriega, à l'explosion du vol PanAm 103 au-dessus de Lockerbie, au chef de la mafia John Gotti et à la Bank of Credit and Commerce International.

Certains prétendent que la maniement soupçonneusement laxiste de cette banque BCCI, une enquête dans laquelle l'ex-coéquipier de Mueller, John Kerry, a également été impliqué en 1992, par Robert Mueller est peut-être la raison pour laquelle il a pris une pause du service gouvernemental en 1993 et s'est soudainement dirigé vers le cabinet d'avocats Boston Hale & Dorr.

## Wilmer Cutler Pickering Hale & Dorr (WilmerHale)

Hale & Dorr, fondée en 1918, est devenue célèbre lorsque l'un de ses partenaires a représenté l'armée en 1954 dans l'affaire de l'armée américaine contre le sénateur de l'époque, Joseph McCarthy. En 1974, le cabinet d'avocats représentait Richard Nixon peu de temps avant sa démission du poste de président des États-Unis. En 1988, l'un des associés de Hale & Dorr devint président de la campagne présidentielle du gouverneur Michael Dukakis. La société a fusionné en 2004 avec Wilmer Cutler & Pickering, dont le siège social est situé à Washington DC, et qui avait précédemment conseillé Jimmy Carter, Bill Clinton et George W. Bush. Un partenaire de Wilmer Cutler & Pickering est devenu membre de la Commission du 11/9 en 2003.

La fusion des deux cabinets d'avocats (WilmerHale) a créé l'un des 10 plus grands cabinets d'avocats aux États-Unis, avec un chiffre d'affaires total avoisinant les 700 millions de dollars américains et des bureaux à Londres, Berlin, Munich, Oxford et ailleurs.

Mueller a rejoint Hale & Dorr en 1993 en tant que spécialiste des crimes en col blanc. Cependant, il retourne au service gouvernemental déjà en 1995, plus spécifiquement au bureau du procureur général du district de Columbia (Washington, DC). Trois ans plus tard, en 1998, Mueller est soudainement muté sur la côte ouest pour devenir procureur général du nord de la Californie. Étrangement, le républicain Robert Mueller est nommé par le non-républicain Bill Clinton, alors président des États-Unis (extrêmement démocratique). Mueller n'est pas seulement en Californie pour profiter de la plage et des vagues, il est une aide essentielle pour l'ancien procureur général Richard Thornburgh dans la formulation d'une politique visant à autoriser des accusés sous-représentés légalement à être interrogés par les procureurs.

Mueller reste en Californie jusqu'en 2001, année où il exerce brièvement les fonctions de sous-procureur général pendant plusieurs mois.

## Directeur du FBI

Peu de temps avant les attaques terroristes contre le World Trade Center à New York, Robert Swan Mueller III. est officiellement nommé le 5 juillet 2001 par le nouveau président américain George W. Bush au poste de directeur du FBI. Le 2 août 2001, la nomination de Mueller est confirmée à l'unanimité par le Sénat américain avec un vote de 98-0. À couper le souffle, Robert Mueller est officiellement nommé nouveau directeur du FBI le 4 septembre 2001, exactement une semaine avant les attentats meurtriers de New York.

> "La vaste expérience de Bob dans le domaine de la justice pénale fait de lui un candidat solide à la direction du FBI. Je connais Bob personnellement et professionnellement et je pense qu'il est un homme de la plus haute intégrité. "(Le sénateur Feinstein sur Robert Mueller)

La nouvelle mission de Robert Mueller commence par une gigantesque détonation, laissant de nombreuses questions sans réponse concernant les attaques. Par exemple, la démolition soudaine, mystérieuse et apparemment contrôlée du bâtiment no. 7 du complexe du World Trade Center huit heures après l'effondrement des deux grandes tours - un bâtiment comprenant non seulement une grande banque figurant sur la liste des locataires, mais également le service secret américain'.

Depuis, le lieutenant vietnamien, jadis célèbre, s'est retrouvé au milieu d'un gigantesque trou noir de scandales de corruption, auquel des hommes politiques encore plus corrompus le prient de continuer dans toutes les circonstances, semble-t-il.

Par exemple, il y aurait des problèmes concernant les 2,3 billion (pas des milliards !) de dollars manquants, officiellement déclarés comme non comptabilisés et potentiellement perdus par Donald Rumsfeld, alors à la tête du Pentagone, dans son discours du 10 septembre 2001 - exactement un jour avant le 9/11.

Outre ces pertes miraculeuses de 2 300 milliards de dollars, il convient également de mentionner le scandale de 12 milliards de dollars (et non pas de millions !) qui a débuté en 2003, un an après l'invasion américaine en Irak. La Réserve fédérale américaine avait imprimé l'argent avec une énorme quantité de billets de 100 dollars - pesant au total environ 363 tonnes - et avait transporté le lourd fret dans divers avions militaires qui les transportaient en Irak. Là-bas, l'argent a été distribué avec bonheur aux représentants du gouvernement local et aux entrepreneurs. Certains des mêmes paquets volumineux ont non seulement été découverts la veille de l'invasion de l'Irak dans leur banque centrale, mais il est

intéressant de noter que quelques années plus tard, ils se trouvaient également dans un bunker dans une région rurale du Liban, probablement non loin d'une région contrôlée ultérieurement par l'Etat islamique.

Un autre scandale intéressant a été révélé en 2010, lorsqu'il est apparu que les employés de l'IRS avaient délibérément bloqué les exemptions fiscales des organisations conservatrices afin de les empêcher de participer activement aux élections américaines de 2012.

Un autre événement a été le mystérieux scandale 'Fast and Furious' autour de 2009, lorsque des éléments du ministère de la Justice des États-Unis ont permis l'acquisition illégale de milliers d'armes par des représentants du gouvernement, apportées à la frontière mexicaine et distribuées au gouvernement. criminels afin de créer soi-disant un piège pour les plus importants négociants en armes. L'agence du département de la Justice des États-Unis n'a pas seulement reçu des allusions à d'autres suspects, elle a également perdu l'accès à environ 2 000 armes, dont certaines ont été utilisées à des fins de meurtre contre des Américains américains.

En 2001, Mueller a également contribué à sceller les preuves contre le producteur de pornographie juvénile David Asimov, qui exploitait un grand centre en Californie et vendait également ses vidéos à des habitants d'Hollywood voisin. Asimov a été condamné sans peine de prison. Plus encore, Robert Mueller a aidé à faire en sorte que le milliardaire pédophile Jeffrey Epstein ne soit condamné qu'en tant que délinquant sexuel en 2008.

Ou encore, les questions concernant l'attentat à la bombe du marathon de Boston à partir de 2013.

Un autre scandale au sein du FBI de Mueller serait la prise de contrôle à 100% par la société russe Rosatom d'Uranium One, une entreprise canadienne responsable de 20% des réserves d'uranium des États-Unis, ou des nombreux problèmes liés à l'utilisation par Hillary Clinton d'un serveur de messagerie privé pendant et après son mandat de ministre des affaires étrangères.

Mais le plus grand scandale de tous - et l'implication de Robert Mueller et de l'un de ses amis proches, James Comey - concernait l'une des plus anciennes "banques" du monde.

## La scandaleuse banque HSBC

La Banque de Hong Kong et de Shanghai a été fondée par des hommes d'affaires écossais en 1865 après

avoir découvert que la vente de l'opium importé d'Inde générerait d'énormes gains monétaires et pourrait non seulement engourdir toute la ville de Shanghai, mais aussi aussi la moitié de l'Asie. La banque, qui est fière de sa fondation droguée à ce jour, a connu une croissance plutôt lente au cours des 120 prochaines années de manière plus ou moins organique.

Après la chute du mur de Berlin - et environ un an après la révélation du comportement criminel de la BCCI Bank -, HSBC a tout à coup mis le feu à leurs fusées d'expansion inhérentes. En 1992, une importante banque a été rachetée en Angleterre et le siège a été transféré de Hong Kong à Londres. En 1997, deux grandes banques d'Amérique du Sud ont été acquises, deux ans plus tard, une grande banque américaine basée à New York pour plus de 10 milliards de dollars, puis d'autres prises de contrôle en France (2000) et en Turquie (juillet 2001).

HSBC a également acquis une partie du cabinet de conseil fiscal Arthur Andersen en juillet 2002, trois semaines après que le cabinet de consulation eut été inculpé d'entrave à la justice dans le scandale Enron . Les employés d'Arthur Andersen avaient détruit d'importants dossiers et documents d'Enron quelques mois à peine avant «l'investissement» de HSBC dans le cabinet de conseil en fiscalité, qui avait mis fin à ses activités pendant la durée de la procédure pénale et avait ensuite été dissoute.

Un procureur pénal nommé Andrew Weissman est l'un des moteurs de l'éradication d'Arthur Andersen et de la perte de plus de 85 000 emplois dans le monde entier. La Cour suprême des États-Unis a par la suite annulé la décision du procureur Weissman en 2002 de dissoudre le cabinet de conseil fiscal. Et plusieurs années plus tard, Andrew Weissman deviendra un membre clé du soi-disant «conseiller spécial» de Robert Mueller.

Tout cela n'a pas empêché HSBC d'absorber une grande banque mexicaine en août 2002 et, trois mois plus tard, dans le cadre d'une «transaction de la décennie», HSBC achète une grande banque américaine pour plus de 15 milliards de dollars. Les autres acquisitions majeures ont été réalisées en Pologne (2003), en Chine et au Royaume-Uni (2004), ainsi qu'aux États-Unis et en Irak (2005). En 2005, Bloomberg Magazine a été l'un des premiers à signaler que la banque était impliquée dans des accords à grande échelle de blanchiment d'argent avec des trafiquants de drogue et du terrorisme parrainé par l'État. D'autres rapports ont suivi, des enquêtes et des initiés ont confirmé dans les mois et les années qui ont suivi le comportement corrompu de la banque.

Un rapport des autorités américaines indique par exemple que la banque avait autorisé au moins 881 millions de dollars américains provenant de cartels de drogue au Mexique et en Colombie à être blanchis sur des comptes bancaires de HSBC, que HSBC avait délibérément refusé de surveiller transactions

risquées totalisant plus de 200 billions de dollars américains (!), et que les transactions en espèces en provenance du Mexique s'élevant à 9,4 milliards de dollars ont été intentionnellement ignorées.

En 2010, le département du Trésor des États-Unis est devenu actif, suivi d'une audience au Congrès des États-Unis à ce sujet et au cours de laquelle un dirigeant de la HSBC a annoncé sa démission dans le respect des médias. Le 11 décembre 2012, HSBC est officiellement mis en accusation par le ministère de la Justice des États-Unis. Toutefois, le même jour, le ministère de la Justice annonce qu'une offre serait proposée à HSBC: les charges seraient abandonnées en échange d'une amende équivalant à seulement 9% des bénéfices de HSBC générés au cours d'un seul exercice.

Moins de deux mois après l'accord, HSBC n'engage plus que l'ancien procureur américain à New York, l'ancien sous-procureur général des États-Unis, James Comey, en tant que responsable officiel de la lutte contre la corruption. Sous la supervision de Comey, HSBC n'est pas vraiment épargnée par les nombreuses transactions douteuses, mais fait l'objet d'une nouvelle enquête criminelle, cette fois à cause de milliards de roubles en provenance de Russie, qui ont principalement atterri dans des comptes bancaires de HSBC en Angleterre - lavé là.

Bien que les directeurs du FBI ne soient pas autorisés à servir pendant plus de dix ans, l'administration Obama fait une exception et demande à Robert Mueller d'être disponible pour deux autres années. En 2013, Robert Mueller n'est remplacé par personne d'autre que James Comey en tant que directeur du FBI. Mueller revient chez son ancien employeur, le cabinet d'avocats WilmerHale, qui compte également parmi ses nombreux clients illustres HSBC au menu élitiste de leur déjeuner.

Les choses commencent à redevenir vraiment excitantes en 2015, lorsque la panique se déclare à Washington, après l'annonce officielle de la nomination d'un homme d'affaires plutôt apolitique de New York, qui deviendra le 45ème président des États-Unis d'Amérique.

## Le "Conseiller Spécial"

Le FBI, alors dirigé par James Comey, la Clinton Foundation, et plusieurs milliardaires ont vite compris qu'ils avaient un besoin urgent d'une police d'assurance contre l'élection à l'époque plutôt inimaginable de Donald Trump au poste de président des États-Unis. En conséquence, quelqu'un dans leurs cercles élitistes a eu l'idée d'embaucher le cabinet de conseil politique Fusion GPS et un ancien agent britannique du MI6, Christopher Steele, pour les faire créer et les distribuer en échange de plusieurs dizaines de millions de dollars américains a "dossier" sur Donald Trump. Le mieux serait bien sûr de faire fabriquer le dossier avec des déclarations si gigantesques et tellement fictives et achetées que personne - au moins la théorie de l'époque - n'oserait même douter de la justesse de la décision anti-Trump. papier.

Après le vote majoritaire de Trump en tant que 45e président des États-Unis en novembre 2016, la Fondation Clinton, le FBI, la CIA, le Département d'État, le Parti démocrate, l'ex-président Obama, de nombreux représentants des médias, le ministère de la Justice des États-Unis, et probablement aussi la banque HSBC et WilmerHale ont sûrement commencé à paniquer.

Puis le directeur du FBI, James Comey, vole les dossiers du FBI de Trump et les transmet à la presse parallèlement au dossier salace et sale anti-Trump déjà distribué. Un Zeitgeist intense et à grande échelle est créé. Il essaie d'engourdir le monde entier avec le récit plus que douteux selon lequel Donald Trump

avait remporté l'élection présidentielle américaine grâce à la seule aide de la Russie et de Vladimir Poutine. Les sénateurs américains et l'ex-service de renseignement Obama ont demandé à un "conseiller spécial" de pouvoir vérifier et enquêter sur ces problèmes, de sorte que Trump ne puisse devenir ce que des millions d'Américains l'ont élu: le 45e président de les États-Unis.

Après que Trump ait conseillé à James Comey de démissionner pour des raisons évidentes au cours des premiers mois de 2017, un enquêteur spécial doté de puissants pouvoirs contre Trump est recherché. La nomination de tel est la responsabilité du procureur général des États-Unis, à l'époque Jeff Sessions. Il se retire cependant de ses fonctions à cause du dossier sale, de quelques républicains anti-Trump et de ses rencontres avec Sergey Kislyak - alors ambassadeur des États-Unis en Russie; Jeff Sessions affirme qu'il pourrait être "partial".

Par conséquent, le sous-procureur général Rod Rosenstein, le deuxième homme du ministère de la Justice, intervient et désigne son superviseur de longue date, Robert Mueller - un bon ami de James Comey - à la tête du conseil spécial, en mai 2017, et lui fournit dans le même temps, avec une portée, un contrôle et un pouvoir judiciaires presque illimités.

## Une unité terroriste politique

Il n'a probablement pas pensé à Mueller de choisir des membres de son équipe d'enquêteurs politiquement impartiaux, car presque tous sont ou étaient liés à la Clinton Foundation ou au Parti démocrate américain. L'un des membres clés de son équipe, Peter Strzok, a même dû être limogé du

conseiller spécial et a par la suite été rétrogradé de son poste au FBI en raison de son incroyable partialité politique à l'égard de Trump.

Déjà avant que Robert Mueller ne soit officiellement nommé conseiller spécial, le FBI avait décidé de poursuivre Paul Manafort, l'ancien responsable de la campagne Trump, qui avait été remplacé plusieurs mois avant les élections de 2016. Manafort est accusé de fraude fiscale et monétaire et condamné plus tard en application. d'une loi qui n'a abouti à des inculpations que six fois dans l'histoire des États-Unis. La mise en accusation de l'avocat spécial de Robert Mueller atterrit de manière suspecte quelques jours

avant l'arrestation de Manafort entre les mains d'une presse très favorable aux Clinton. En outre, Manafort aurait fait de fausses déclarations au FBI même après avoir signé un "accord" lui permettant de coopérer pleinement avec le conseil spécial.

Donald Trump Junior reçoit l'ordre de témoigner devant le conseil spécial avec l'attention habituelle des médias en raison de réunions plutôt insignifiantes avec un "avocat" russe. Le gendre de Trump, Jared Kushner, est également interrogé. et Michael Flynn, l'ancien conseiller en matière de sécurité de Trump, est le second derrière Paul Manafort pour avoir fait volontairement ou non - selon son point de vue - de fausses déclarations au FBI. Un volontaire grec pour la campagne de Trump avec le nom de George Papadopulous est inculpé et mis derrière les barreaux de la prison pendant deux semaines par Robert Mueller. Il a notamment dû subir des tentatives de corruption d'agents gouvernementaux en 2016 et 2017.

Ce n'est pas tant les actes d'accusation de niveau inférieur - si ce n'est la moindre signification - qui ont mis Robert Mueller et son "conseiller spécial" sous un mauvais jour, mais les circonstances les entourant: des documents du conseil spécial ont été illégalement divulgués à la presse, mobile les téléphones sont confisqués et les documents saisis des plaignants, sans garantir juridiquement ces actions à l'avance, Mueller prépare tout pour que, en violation des lois les plus élémentaires, l'intégralité du bureau de l'avocat personnel de Trump, Michael Cohen, soit cassée pouvoir confisquer tout ce qui est souhaité. Un responsable de l'IRS à Washington, DC est accusé d'avoir divulgué illégalement des informations fiscales à la presse, notamment sur Paul Manafort, qui intéressent plus particulièrement l'avocat spécial.

Avec presque tous ses accusés, Robert Mueller conclut un accord de plaidoyer. Les charges plus lourdes sont abandonnées en contrepartie de l'obligation pour les accusés de coopérer pleinement avec le conseil spécial. Robert Mueller répand la peur et crée des blocages mentaux qui ne visent que l'intimidation et l'encadrement à motivation politique de toute personne proche du président des États-Unis.

Les unités terroristes politiques n'agissent pas très différemment.

En particulier, les accusations et les condamnations de l'ex-avocat de Trump, Michael Cohen, doivent être examinées dans ces circonstances et qui ont été rendus possibles par la coopération étendue de Robert Mueller avec le district sud de New York - un bureau de procureur de renommée mondiale, fortement impliqué dans les enquêtes entourant les attentats du 11 septembre et qui avait subitement perdu quelques-uns de leurs avocats peu après l'inauguration de Trump en janvier 2017.

Une preuve supplémentaire du comportement terroriste de Robert Mueller et de ses soi-disant «membres de l'équipe» se trouve par exemple dans une lettre du bureau de SDNY à l'avocat de Cohen datée d'août 2018, ainsi que dans les plaintes d'un autre victime de nombreux emplois à succès de Mueller avec le nom Corsi. Les deux documents soulèvent sérieusement la question de savoir si Robert Mueller a finalement des problèmes psychologiques, et donc s'il est capable de diriger un conseil spécial.

Le spectacle le plus spectaculaire de l'avocat spécial de Mueller et de ses partenaires du DOJ, du FBI et de CNN a déjà eu lieu le 25 janvier 2019. Roger Stone, un important conseiller de Trump avant les élections de 2016, a été visité 29 fois des agents armés du FBI qui prennent d'assaut son domicile et le mettent en détention. Stone est "arrêté" sur la base d'un acte d'accusation presque à couper le souffle qui prétend notamment que Stone aurait eu connaissance des nombreux courriels de Clinton avant d'avoir

été publiés par Wikileaks et que celui-ci avait fait des déclarations contradictoires aux commissions du Sénat.

Ce n'est qu'après la mise en place d'un nouveau procureur général américain au début de 2019 que Robert Mueller semble enfin en venir à la conclusion qu'il serait peut-être préférable de mettre fin à son projet de terreur politique. Barr, le nouveau procureur général des États-Unis, a déclaré le 22 mars 2019 que le conseil spécial avait finalement mis fin à ses travaux et publié une déclaration trois jours plus tard , décrivant l'issue du rapport final de 300 pages rédigé par Robert Mueller et les membres de son équipe. Barr souligne qu'aucune collusion criminelle entre la Russie et l'équipe Trump n'a pu être identifiée après une enquête intensive de deux ans et qu'aucune autre accusation pénale ne serait retenue.

Robert Mueller ne semblait pas avoir été très intéressé par la déclaration finale de Barr, comme l'explique le nouveau procureur général lors d'une audience devant le Congrès américain le 9 avril 2019: Robert Mueller a été invité à examiner la déclaration de 4 pages de Barr avant d'être publiée aux membres du Congrès américain, mais a refusé de le faire.

Malgré tout cela, Robert Mueller ressent le besoin de participer à une audience devant le Congrès américain. Un tel événement a eu lieu le 24 mai 2019, au cours duquel le célèbre héros de la guerre du Vietnam a dit aux législateurs 99 fois qu'il ne pouvait ou ne voulait pas entrer dans le vif du sujet, 30 fois pour répéter leurs questions et 34 fois pour il suffit de se référer à son rapport final politiquement instrumenté que certains appellent maintenant le dossier Mueller. Peu de temps auparavant, Robert Mueller avait même demandé au ministère de la Justice de lui donner des instructions à propos de son témoignage, un document lui rappelant de ne pas divulguer d'informations sous scellés concernant des affaires judiciaires en instance, des affaires non liées et des personnes non poursuivies.

Et finalement, Robert Mueller décide à l'automne 2019 et donc quelques mois après son conseil extrêmement spécial d'un an, Counsel-Stuntshow, pour revenir à nouveau à son cabinet d'avocats WilmerHale. Aaron Zedley et James Quarles, anciens conseillers juridiques et anciens avocats de WilmerHale, se joignent à lui.

Dans un sens véritablement tragique, Robert Mueller semble être impatient de retrouver son état d'origine au Vietnam en 1968. L'ancien étudiant de Mueller à Princeton et le collaborateur du FBI, W. Lee Rawls, ont déjà déclaré que le style de leadership de Mueller a peu de patience et de compréhension pour les subordonnés qui remettent en question ses décisions. Il est dit que Mueller aime citer le capitaine de sous-marin de la Marine du film Crimson Tide dans de tels cas:

> ”Nous sommes ici pour préserver la démocratie, pas pour la pratiquer.”

https://www.sun24.news/fr/sauver-le-lieutenant-mueller-comment-un-heros-de-guerre-du-vietnam-decore-est-devenu-le-chef-dune-unite-terroriste-politique.html